

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SG/N/1/PAK/2

1^{er} octobre 2003

(03-5164)

Comité des sauvegardes

Original: anglais

NOTIFICATION DES LOIS, RÉGLEMENTATIONS ET PROCÉDURES ADMINISTRATIVES RELATIVES AUX MESURES DE SAUVEGARDE

PAKISTAN

La Mission permanente du Pakistan a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 25 septembre 2003.

ORDONNANCE

régissant l'imposition de mesures de sauvegarde

ATTENDU qu'il est opportun de donner effet, au Pakistan, aux dispositions de l'article XIX de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 et à l'Accord sur les sauvegardes afin de permettre l'imposition de mesures de sauvegarde conformes à ces derniers et d'établir un cadre pour les enquêtes et les déterminations de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave causé par des produits importés au Pakistan et pour les questions annexes ou liées à ces affaires;

ET ATTENDU que le Président est convaincu qu'il existe des circonstances exigeant une action immédiate;

EN CONSÉQUENCE, conformément à la Proclamation de l'état d'urgence du 14 octobre 1999 et au Décret constitutionnel provisoire n° 1 de 1999, lus conjointement avec le Décret constitutionnel provisoire n° 9 de 1999, et dans l'exercice de tous les pouvoirs qui l'habilitent à cet effet, le Président de la République islamique du Pakistan rend et promulgue l'Ordonnance suivante:

PARTIE I

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES

1. **Titre abrégé, portée et entrée en vigueur.** 1) La présente ordonnance pourra être dénommée Ordonnance de 2002 relative aux mesures de sauvegarde.

2) Elle s'applique à l'ensemble du Pakistan.

3) Elle entrera en vigueur immédiatement.

2. **Définitions.** Aux fins de la présente ordonnance, et à moins que le sujet ou le contexte n'en décide autrement:

- a) l'expression "Accord sur les sauvegardes" s'entend de l'Accord sur les sauvegardes figurant à l'Annexe 1A de l'Acte final reprenant les résultats du Cycle d'Uruguay concernant la mise en œuvre de l'article XIX de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994;
- b) le terme "Commission" s'entend de la Commission tarifaire nationale instituée par la Loi sur la Commission tarifaire nationale de 1990 (VI de 1990);
- c) le terme "Comité" s'entend du Comité des sauvegardes de l'OMC institué conformément à l'article 13 de l'Accord sur les sauvegardes;
- d) le terme "pays" s'entend de tout pays ou territoire, qu'il soit ou non Membre, et inclut une union douanière ou un territoire douanier distinct;
- e) l'expression "pays en développement" s'entend d'un pays classé comme tel par l'OMC;
- f) l'expression "branche de production nationale" s'entend de l'ensemble des producteurs des produits similaires ou directement concurrents par rapport au produit visé par l'enquête en activité sur le territoire du Pakistan, ou des producteurs en activité sur ledit territoire dont les productions additionnées de produits similaires ou directement concurrents constituent une proportion majeure de la production totale de ces produits au Pakistan;
- g) l'expression "parties intéressées" comprend:
 - i) l'exportateur ou le producteur étranger du produit visé par l'enquête;
 - ii) l'importateur du produit visé par l'enquête;
 - iii) des groupements professionnels commerciaux ou industriels dont la majorité des membres produisent, exportent ou importent le produit visé par l'enquête;
 - iv) le producteur d'un produit national similaire ou directement concurrent au Pakistan;
 - v) des groupements professionnels commerciaux ou industriels dont la majorité des membres produisent un produit national similaire ou directement concurrent au Pakistan; et
 - vi) toute autre personne ou tout autre groupe de personnes que la Commission peut désigner de temps à autre dans le Journal officiel;
- h) l'expression "produit visé par l'enquête" s'entend d'un produit importé faisant l'objet d'une enquête, tel qu'il est décrit dans l'avis au public concernant l'ouverture d'une enquête visé à l'alinéa b) du paragraphe 1) de l'article 10;
- i) le terme "enquête" s'entend d'une enquête menée en vertu de la présente ordonnance;

- j) l'expression "produit similaire" s'entend d'un produit semblable à tous égards au produit visé par l'enquête ou, en l'absence d'un tel produit, d'un autre produit qui, bien qu'il ne lui soit pas semblable à tous égards, présente des caractéristiques ressemblant étroitement à celles du produit visé par l'enquête;
- k) le terme "Membre" s'entend d'un pays Membre de l'OMC;
- l) l'expression "parties intéressées participantes" désigne les parties intéressées ayant fait part à la Commission de leur souhait de participer à une enquête, conformément aux dispositions de l'article 11;
- m) le terme "prescrit" signifie prescrit par les règles établies en vertu de la présente ordonnance;
- n) l'expression "avis au public" s'entend d'un avis publié au Journal officiel;
- o) le terme "contingent" s'entend des contingents d'importation, y compris les contingents tarifaires;
- p) l'expression "dommage grave" s'entend d'une dégradation générale notable de la situation d'une branche de production nationale causée par un accroissement des importations, dans l'absolu ou par rapport à la production nationale, du produit visé par l'enquête;
- q) l'expression "menace de dommage grave" s'entend de l'imminence évidente d'un dommage grave; et
- r) le sigle "OMC" s'entend de l'Organisation mondiale du commerce instituée conformément à l'Accord de Marrakech, conclu à Marrakech (Maroc) le 15 avril 1994.

PARTIE II

MESURES DE SAUVEGARDE

3. **Application des mesures de sauvegarde.** Le gouvernement fédéral pourra, par notification au Journal officiel, appliquer une mesure de sauvegarde au produit visé par l'enquête importé au Pakistan si la Commission a déterminé, à la suite d'une enquête qu'elle a menée conformément aux dispositions de la présente ordonnance, qu'en raison de l'évolution imprévue des circonstances et des obligations contractées par le Pakistan dans le cadre de l'OMC, le produit visé par l'enquête est importé en quantités tellement accrues, dans l'absolu ou par rapport à la production nationale, et à des conditions telles qu'il cause ou menace de causer un dommage grave à la branche de production nationale de produits similaires ou directement concurrents.

PARTIE III

DOMMAGE GRAVE OU MENACE DE DOMMAGE GRAVE ET LIEN DE CAUSALITÉ

4. **Dommage grave.** La détermination de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave se fondera sur une évaluation, par la Commission, de tous les facteurs pertinents de

nature objective et quantifiable qui influent sur la situation de la branche de production nationale, y compris, mais non exclusivement:

- i) le rythme d'accroissement des importations du produit visé par l'enquête et leur accroissement en volume, en termes absolus et par rapport à la production nationale de produits similaires ou directement concurrents;
- ii) la part du marché intérieur absorbée par les importations accrues du produit visé par l'enquête;
- iii) l'incidence d'un accroissement des importations du produit visé par l'enquête sur la branche de production nationale, mise en évidence par les indicateurs pertinents tels que, mais non exclusivement, la production, la productivité, l'utilisation de la capacité, les ventes, la part de marché, les profits et pertes et l'emploi; et
- iv) les facteurs autres qu'un accroissement des importations du produit visé par l'enquête qui causent ou menacent de causer un dommage grave en même temps.

5. **Menace de dommage grave.** 1) Pour déterminer l'existence d'une menace de dommage grave, la Commission évaluera, en plus des facteurs mentionnés à l'article 4, ce qui suit:

- i) la capacité réelle et potentielle d'exportation du pays de production ou d'origine du produit visé par l'enquête;
- ii) toute constitution de stocks du produit visé par l'enquête au Pakistan et dans le pays d'exportation;
- iii) la probabilité d'une arrivée en quantités croissantes des importations du produit visé par l'enquête sur le marché intérieur; et
- iv) tout autre facteur jugé pertinent par la Commission.

6. **Facteurs autres qu'un accroissement des importations.** Lorsqu'un dommage grave ou une menace de dommage grave est causé par des facteurs autres qu'un accroissement des importations du produit visé par l'enquête, ce dommage ne sera pas imputé à un accroissement des importations.

PARTIE IV

ENQUÊTE

7. **Ouverture d'une enquête.** 1) Une enquête destinée à déterminer l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave pourra être ouverte par la Commission:

- a) sur réception, par la Commission, d'une demande d'ouverture d'une enquête adressée par écrit par la branche de production nationale ou en son nom; ou
- b) de son propre chef, si elle est convaincue qu'il y a des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête.

- 2) La demande visée à l'alinéa a) du paragraphe 1):
 - i) sera présentée à la Commission selon les modalités, le nombre et la forme prescrits et moyennant le paiement de la redevance prescrite; et
 - ii) comportera les renseignements prescrits.

8. **Retrait de la demande avant l'ouverture de l'enquête.** Toute demande reçue par la Commission au titre de l'alinéa a) du paragraphe 1) de l'article 7 pourra être retirée avant l'ouverture de l'enquête par la Commission, auquel cas elle sera considérée comme n'ayant pas été présentée:

Étant entendu qu'à la suite du retrait d'une demande, toute redevance payée lors de la présentation de la demande conformément à l'alinéa i) du paragraphe 2 de l'article 7 sera abandonnée en faveur de la Commission.

9. **Ouverture d'une enquête.** 1) La Commission examinera l'exactitude et l'adéquation des éléments de preuve fournis dans la demande reçue au titre de l'alinéa a) du paragraphe 1) de l'article 7 afin de déterminer si elle est conforme aux prescriptions du paragraphe 2) de l'article 7 et, dans l'affirmative, s'il y a des éléments de preuve suffisants pour justifier l'ouverture d'une enquête.

2) Une demande reçue par la Commission au titre de l'alinéa a) du paragraphe 1) de l'article 7 sera rejetée si la Commission est convaincue qu'il n'y a pas d'éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave pour justifier l'ouverture d'une enquête.

3) La Commission pourra demander des renseignements additionnels au requérant présentant une demande au titre de l'alinéa a) du paragraphe 1) de l'article 7 avant de décider d'ouvrir ou non une enquête, et le requérant lui fournira ces renseignements dans les délais et selon les modalités que la Commission pourra prescrire.

4) Lorsque la Commission sera convaincue qu'il y a des éléments de preuve suffisants de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave pour justifier l'ouverture d'une enquête, elle ouvrira une enquête.

5) Dans les cas où la Commission ne jugera pas opportun d'ouvrir une enquête, elle notifiera sa décision au moyen d'un avis au public de non-ouverture d'une enquête, et cet avis devra comporter les renseignements prescrits:

Étant entendu que la Commission pourra, si elle le juge approprié, publier au Journal officiel uniquement un résumé de l'avis au public de non-ouverture d'une enquête, à condition que le texte intégral de cet avis soit versé dans les moindres délais au dossier public qu'elle doit tenir en vertu de l'article 15.

- 6) La Commission décidera d'ouvrir ou non une enquête dans le délai prescrit:

Étant entendu que des délais différents pourront être prescrits à cette fin en fonction de la complexité des questions en cause.

10. Avis d'ouverture d'une enquête. 1) Lorsque la Commission aura décidé d'ouvrir une enquête:

- a) elle notifiera immédiatement sa décision au gouvernement fédéral et celui-ci notifiera immédiatement cette décision au Comité, conformément aux prescriptions établies par le Comité à cet effet; et
- b) elle notifiera sa décision au moyen d'un avis au public d'ouverture d'une enquête.

2) L'avis au public d'ouverture d'une enquête visé à l'alinéa b) du paragraphe 1) se présentera sous la forme prescrite et contiendra les renseignements prescrits, et l'ouverture de l'enquête prendra effet à la date à laquelle cet avis sera publié au Journal officiel:

Étant entendu que la Commission pourra, si elle le juge approprié, publier au Journal officiel uniquement un résumé de l'avis au public d'ouverture d'une enquête visé à l'alinéa b) du paragraphe 1), à condition que le texte intégral de cet avis soit versé dans les moindres délais au dossier public qu'elle doit tenir en vertu de l'article 15.

3) La Commission fournira au gouvernement fédéral dans les moindres délais une copie du texte intégral de l'avis au public d'ouverture d'une enquête visé à l'alinéa b) du paragraphe 1).

11. Participation des parties intéressées. 1) Toute partie intéressée désirant participer à une enquête aura un délai de 15 jours à compter de la date d'ouverture de l'enquête pour faire savoir par écrit à la Commission qu'elle souhaite participer à l'enquête:

Étant entendu que la Commission pourra, à son gré et sur exposé de raisons valables, autoriser toute partie intéressée à faire savoir, après l'expiration du délai de 15 jours, qu'elle souhaite participer à l'enquête.

2) Sous réserve de l'obligation de protéger les renseignements confidentiels conformément à l'article 14 et moyennant le paiement de la redevance prescrite à la Commission, celle-ci communiquera, après l'ouverture d'une enquête, à toute partie intéressée qui en fera la demande le texte intégral de la demande qu'elle aura reçue au titre de l'alinéa a) du paragraphe 1) de l'article 7.

12. Calendrier pour l'enquête. 1) La Commission achèvera l'enquête dans un délai de quatre mois à compter de la date d'ouverture de l'enquête:

Étant entendu que la Commission pourra, si elle le juge nécessaire, proroger ce délai de quatre mois pour une période supplémentaire ne dépassant pas deux mois.

2) Lorsque l'application d'une mesure provisoire sera envisagée par la Commission, celle-ci établira une détermination provisoire au plus tard 45 jours à compter de la date d'ouverture de l'enquête:

Étant entendu que la Commission pourra, si elle le juge nécessaire, proroger ce délai de 45 jours pour une période supplémentaire ne dépassant pas 15 jours.

13. Conduite de l'enquête. 1) La Commission pourra demander à un requérant présentant une demande au titre de l'alinéa a) du paragraphe 1) de l'article 7 ou à l'une ou à la totalité des parties intéressées participantes, agents en douane, sociétés d'inspection, transitaires, ou toute autre entreprise ou entité du secteur public ou privé, les données ou renseignements qu'elle jugera pertinents ou nécessaires pour l'accomplissement de sa tâche en vertu de la présente ordonnance, et ces données ou

renseignements seront fournis à la Commission dans les délais et selon les modalités que celle-ci pourra prescrire.

2) La Commission pourra effectuer des enquêtes sur place pour vérifier les renseignements fournis ou obtenir plus de détails:

Étant entendu que lorsque de telles enquêtes seront effectuées, la Commission établira un rapport décrivant les constatations faites au cours de la vérification et, sous réserve de l'obligation de protéger les renseignements confidentiels conformément à l'article 14, une copie de ce rapport sera versée dans les moindres délais au dossier public que la Commission doit tenir en vertu de l'article 15.

14. **Confidentialité.** 1) Sous réserve des dispositions du paragraphe 2), la Commission préservera, pendant et après une enquête, la confidentialité de tous les renseignements qui lui seront fournis, et ces renseignements ne seront pas divulgués sans l'autorisation expresse de la partie qui les aura fournis.

2) Les renseignements:

- a) qui seront de nature confidentielle, parce que leur divulgation avantagerait de façon notable un concurrent ou aurait un effet défavorable notable pour la personne qui a fourni les renseignements ou pour celle auprès de qui ils ont été obtenus;
- b) dont la Commission aura déterminé qu'ils sont de nature confidentielle pour toute autre raison; ou
- c) qui seront fournis à titre confidentiel par des parties à une enquête;

seront, sur exposé de raisons valables, traités comme tels par la Commission.

3) Les renseignements ci-après seront réputés être de nature confidentielle, à moins que la Commission ne détermine que, dans une affaire particulière, leur divulgation n'avantagerait pas de façon notable un concurrent, ni n'aurait d'effet défavorable notable pour la personne qui a fourni les renseignements ou pour celle auprès de qui ils ont été obtenus, à savoir:

- a) les secrets industriels ou commerciaux concernant la nature d'un produit, les procédés de production, les opérations, le matériel de production et les machines;
- b) les renseignements concernant la situation financière d'une société auxquels le public n'a pas accès;
- c) les renseignements concernant les coûts, l'identité des clients, les ventes, les stocks, les expéditions, ou le montant ou l'origine des revenus, bénéfices, pertes ou dépenses liés à la fabrication et à la vente d'un produit.

4) Toute partie qui souhaite que des renseignements soient traités comme confidentiels en fera la demande au moment où elle les communiquera, en exposant les raisons qui justifient le traitement confidentiel. La Commission examinera une telle demande avec diligence et informera la partie qui a communiqué les renseignements si elle détermine que la demande de traitement confidentiel des renseignements n'est pas justifiée.

5) Toute partie qui communiquera des renseignements en demandant qu'ils soient traités comme confidentiels fournira un résumé non confidentiel de tous ces renseignements. Pour établir ce résumé, elle pourra établir des fourchettes ou procéder à une indexation des chiffres fournis dans la

version confidentielle ou à des suppressions apparentes de certaines parties du texte ou leur donner toutes autres formes requises par la Commission:

Étant entendu que ce résumé non confidentiel permettra de comprendre raisonnablement la substance des renseignements communiqués à titre confidentiel:

Étant entendu en outre que toute suppression de certaines parties du texte ne concernera que des noms d'acheteurs ou de fournisseurs, sauf si la Commission en décide autrement.

6) Dans des circonstances exceptionnelles, toute partie qui communiquera des renseignements confidentiels pourra indiquer que ces renseignements ne sont pas susceptibles d'être résumés, auquel cas les raisons pour lesquelles un résumé ne peut être fourni seront exposées. Si la Commission conclut que le résumé non confidentiel fourni ne satisfait pas aux prescriptions du paragraphe 5), elle pourra décider que la demande de traitement confidentiel des renseignements n'est pas justifiée.

7) Si la Commission estime qu'une demande de traitement confidentiel des renseignements n'est pas justifiée et si la personne qui a fourni ces renseignements ne veut pas les rendre publics ni en autoriser la divulgation en termes généraux ou sous forme de résumé, la Commission ne tiendra pas compte des renseignements en question et les renverra à la partie qui les a communiqués.

8) Nonobstant toute disposition de la présente ordonnance ou de toute autre loi actuellement en vigueur, tout renseignement confidentiel reçu ou obtenu, directement ou indirectement, par la Commission en vertu ou dans le cadre d'une enquête ne sera divulgué à un ministère, une division, un département, un organisme ou une entité du gouvernement fédéral ou d'un gouvernement provincial qu'avec l'autorisation préalable de la partie qui l'a communiqué.

15. Renseignements aux parties intéressées participantes. 1) La Commission établira et tiendra un dossier public concernant chaque enquête ou réexamen conformément à la présente ordonnance et ce dossier contiendra les renseignements prescrits.

2) Toute partie intéressée participante pourra consulter le dossier public qui doit être tenu en vertu du paragraphe 1) et, moyennant le paiement de la redevance prescrite à la Commission, en faire des copies dans les bureaux de la Commission pendant la période que celle-ci spécifiera, pendant toute la durée de l'enquête ou du réexamen au titre de la présente ordonnance.

16. Arguments présentés par écrit et auditions. 1) Au cours d'une enquête, toute partie intéressée participante pourra présenter des arguments par écrit à la Commission sous la forme, selon les modalités et dans les délais prescrits:

2) Au cours d'une enquête, la Commission pourra tenir une audition à laquelle les parties intéressées participantes pourront présenter oralement des renseignements et des arguments, conformément aux dispositions prescrites:

Étant entendu que ces renseignements et arguments ne seront pris en considération par la Commission que s'ils sont confirmés par écrit à celle-ci.

17. Recours aux renseignements disponibles. Si, à tout moment au cours d'une enquête, une partie intéressée:

- a) refuse de donner accès aux renseignements nécessaires ou ne les communique pas d'une autre manière dans le délai prescrit; ou

- b) entrave d'une autre manière le déroulement de l'enquête de façon notable,

la Commission pourra établir des déterminations en vertu de la présente ordonnance sur la base des renseignements disponibles.

PARTIE V

APPLICATION D'UN DROIT DE SAUVEGARDE PROVISOIRE

18. **Application d'un droit de sauvegarde provisoire.** 1) Sous réserve des dispositions de la présente ordonnance, le gouvernement fédéral pourra, par notification au Journal officiel, imposer un droit de sauvegarde provisoire sur le produit visé par l'enquête dans les cas où la Commission détermine:

- a) qu'il existe des circonstances critiques telles que tout délai dans l'adoption d'une mesure causerait un tort qu'il serait difficile de réparer; et
- b) qu'il existe des éléments de preuve manifestes de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave.

2) Un droit de sauvegarde provisoire:

- a) prendra la forme d'un droit perçu sur le produit visé par l'enquête qui ne dépassera pas le montant que la Commission juge approprié pour empêcher qu'un dommage grave ou une menace de dommage grave ne se produise ou pour faciliter le redressement et qu'elle recommande en vertu de l'alinéa a) du paragraphe 3) de l'article 19;
- b) sera imposé en sus de tous autres droits perçus sur le produit visé par l'enquête en application de toute autre loi actuellement en vigueur; et
- c) sera recouvré de la même manière que les droits de douane en vertu de la Loi douanière de 1969 (IV de 1969).

3) Un droit de sauvegarde provisoire sera appliqué pendant une période qui ne dépassera pas 200 jours et pourra être suspendu avant sa date d'expiration si le gouvernement fédéral en décide ainsi.

19. **Rapport sur la détermination provisoire.** 1) Immédiatement après avoir établi une détermination de l'existence des facteurs énoncés aux alinéas a) et b) du paragraphe 1) de l'article 18, la Commission établira un rapport sur la détermination provisoire contenant une analyse détaillée des renseignements obtenus au cours d'une enquête et exposant les constatations et les conclusions motivées auxquelles elle sera arrivée sur l'existence des facteurs énoncés aux alinéas a) et b) de l'article 17.

2) La Commission présentera pour examen au gouvernement fédéral le rapport sur la détermination provisoire visé au paragraphe 1).

3) Dans les cas où la Commission a établi une détermination positive de l'existence des facteurs énoncés aux alinéas a) et b) du paragraphe 1) de l'article 18, le rapport sur la détermination provisoire visé au paragraphe 1) contiendra également la recommandation de la Commission concernant:

- a) le montant du droit de sauvegarde provisoire que la Commission juge approprié pour empêcher qu'un dommage grave ou une menace de dommage grave ne se produise ou pour faciliter le redressement; et
- b) sous réserve des dispositions de l'article 17, la durée d'imposition du droit de sauvegarde provisoire.

20. **Avis de non-application d'un droit de sauvegarde provisoire.** 1) Dans les cas où la Commission établit une détermination négative de l'existence des facteurs énoncés aux alinéas a) et b) du paragraphe 1) de l'article 18, elle notifiera sa décision au moyen d'un avis au public de non-application d'un droit de sauvegarde provisoire et cet avis contiendra les renseignements prescrits:

Étant entendu que la Commission pourra, si elle le juge approprié, publier au Journal officiel uniquement un résumé de l'avis au public de non-application d'une mesure de sauvegarde provisoire, à condition que le texte intégral de cet avis soit versé dans les moindres délais au dossier public qui doit être tenu en vertu de l'article 15.

2) La Commission fournira au gouvernement fédéral dans les moindres délais une copie du texte intégral de l'avis de non-application d'un droit de sauvegarde provisoire visé au paragraphe 1).

21. **Décision du gouvernement fédéral d'appliquer un droit de sauvegarde provisoire.** 1) Dans les cas où le rapport sur la détermination provisoire qu'il reçoit en vertu de l'article 19 contient une détermination positive de l'existence des facteurs énoncés aux alinéas a) et b) du paragraphe 1) de l'article 18, le gouvernement fédéral prendra une décision, positive ou négative, concernant l'imposition d'un droit de sauvegarde provisoire sur le produit visé par l'enquête au plus tard 15 jours à compter de la réception du rapport de la Commission, compte tenu des recommandations que celle-ci aura formulées dans le rapport sur la détermination provisoire.

2) Immédiatement après avoir pris une décision positive concernant l'imposition d'un droit de sauvegarde provisoire, le gouvernement fédéral notifiera sa décision au moyen d'un avis au public d'application d'un droit de sauvegarde provisoire:

Étant entendu que le gouvernement fédéral pourra, s'il le juge approprié, publier au Journal officiel uniquement un résumé de l'avis au public d'application d'une mesure de sauvegarde provisoire, à condition que le texte intégral de cet avis soit versé dans les moindres délais au dossier public qui doit être tenu en vertu de l'article 15.

3) L'avis au public d'application d'une mesure de sauvegarde provisoire visé au paragraphe 1) contiendra les renseignements prescrits et le gouvernement fédéral fournira à la Commission une copie du texte intégral de cet avis.

22. **Notification et consultations.** 1) Immédiatement après avoir reçu le rapport de la Commission en vertu de l'article 19, le gouvernement fédéral notifiera la recommandation au Comité, conformément aux prescriptions établies par le Comité à cet effet.

2) Le gouvernement fédéral engagera immédiatement des consultations à la demande de tout Membre ayant un intérêt substantiel en tant qu'exportateur du produit visé par l'enquête assujetti à un droit de sauvegarde provisoire, conformément aux prescriptions de l'Accord sur les sauvegardes.

PARTIE VI

APPLICATION DE MESURES DE SAUVEGARDE DÉFINITIVES ET DÉTERMINATION DE L'EXISTENCE D'UN DOMMAGE GRAVE OU D'UNE MENACE DE DOMMAGE GRAVE

23. Principes généraux régissant l'application d'une mesure de sauvegarde définitive.

1) Sous réserve des dispositions de la présente ordonnance, le gouvernement fédéral pourra, par notification au Journal officiel, imposer une mesure de sauvegarde définitive dans les cas où la Commission établit une détermination finale positive de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave.

2) La durée et le niveau d'une telle mesure ne dépasseront pas ce qui est nécessaire pour prévenir ou réparer un dommage grave et faciliter l'ajustement.

24. Détermination de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave.

1) La Commission déterminera l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave conformément aux dispositions des articles 4 et 5 et sur la base d'éléments de preuve objectifs obtenus au cours d'une enquête.

2) Immédiatement après avoir établi sa détermination, qu'elle soit positive ou négative, de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave en vertu du paragraphe 1), la Commission établira un rapport sur sa détermination finale contenant une analyse détaillée des renseignements obtenus au cours de l'enquête et exposant les constatations et les conclusions motivées auxquelles elle sera arrivée sur tous les points de fait et de droit pertinents, y compris une justification du caractère pertinent des facteurs qu'elle aura examinés.

3) La Commission présentera au gouvernement fédéral pour examen le rapport sur sa détermination finale visée au paragraphe 2.

4) Dans les cas où la Commission a établi une détermination finale positive de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave en vertu du paragraphe 1), le gouvernement fédéral notifiera la détermination finale positive au Comité immédiatement après avoir reçu le rapport de la Commission sur la détermination finale, conformément aux prescriptions établies par le Comité à cet effet.

5) Dans les cas où la Commission a établi une détermination finale positive de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave, le rapport sur la détermination finale visé au paragraphe 2) contiendra également la recommandation de la Commission concernant la forme, le niveau et la durée d'une mesure de sauvegarde définitive:

Étant entendu que, dans les cas où la Commission recommande qu'une mesure de sauvegarde définitive prenne la forme d'un contingent à l'importation du produit visé par l'enquête, cette recommandation sera compatible avec les dispositions de l'article 30.

6) Dans les cas où la Commission a établi une détermination finale négative de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave en vertu du paragraphe 1), elle notifiera sa décision au moyen d'un avis au public de détermination finale négative et cet avis contiendra les renseignements prescrits:

Étant entendu que la Commission pourra, si elle le juge approprié, publier au Journal officiel uniquement un résumé de l'avis au public de détermination finale négative, à condition que le texte intégral de cet avis soit versé dans les moindres délais au dossier public qui doit être tenu en vertu de l'article 15.

7) La Commission fournira au gouvernement fédéral dans les moindres délais une copie du texte intégral de l'avis au public de détermination finale négative visé au paragraphe 6).

8) Dans les cas où la Commission a établi une détermination finale négative, le gouvernement fédéral retirera, par notification au Journal officiel, tout droit de sauvegarde provisoire imposé sur le produit visé par l'enquête dans les 15 jours suivant la réception de l'avis au public de détermination finale négative visé au paragraphe 5).

9) Dans les cas où le gouvernement fédéral a retiré le droit de sauvegarde provisoire imposé sur le produit visé par l'enquête en vertu du paragraphe 8), la Commission remboursera dans les moindres délais le montant effectif perçu à titre de droit de sauvegarde provisoire sur le produit visé par l'enquête, dès réception d'une demande présentée par écrit par l'importateur concerné.

10) Dans les cas où la Commission recommande qu'une mesure de sauvegarde définitive prenne la forme d'un droit de sauvegarde définitif:

- a) elle fixera le taux du droit de sauvegarde définitif qu'elle juge approprié pour empêcher qu'un dommage grave ou une menace de dommage grave ne se produise ou pour faciliter le redressement; et
- b) sous réserve des dispositions de l'article 32, elle fixera la durée d'imposition du droit de sauvegarde définitif et, si la période recommandée dépasse un an, recommandera un calendrier pour la libéralisation progressive qui soit approprié pour faciliter l'ajustement positif de la branche de production nationale.

25. Décision du gouvernement fédéral d'appliquer une mesure de sauvegarde définitive. Dans les cas où le rapport sur la détermination finale qu'il reçoit en vertu de l'article 24 contient une détermination positive de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave, le gouvernement fédéral prendra une décision, positive ou négative, concernant l'imposition d'une mesure de sauvegarde définitive sur le produit visé par l'enquête au plus tard 30 jours à compter de la réception du rapport de la Commission, compte tenu des recommandations que celle-ci aura formulées dans le rapport sur la détermination finale.

26. Avis au public d'application d'une mesure de sauvegarde définitive. 1) Immédiatement après avoir pris une décision concernant l'imposition d'une mesure de sauvegarde définitive, qu'elle soit positive ou négative, le gouvernement fédéral notifiera sa décision au moyen d'un avis au public d'application d'une mesure de sauvegarde définitive.

2) L'avis au public d'application d'une mesure de sauvegarde définitive visé au paragraphe 1) contiendra les renseignements prescrits et le gouvernement fédéral fournira à la Commission une copie de cet avis:

Étant entendu que, dans les cas où le gouvernement fédéral a pris la décision de ne pas imposer une mesure de sauvegarde définitive, l'avis au public de détermination finale visé au paragraphe 1) exposera uniquement le fondement factuel et juridique de la décision:

Étant entendu en outre que le gouvernement fédéral pourra, s'il le juge approprié, publier au Journal officiel uniquement un résumé de l'avis au public de détermination finale visé au paragraphe 1), à condition que le texte intégral de cet avis soit versé dans les moindres délais au dossier public qui doit être tenu en vertu de l'article 15.

27. **Notification et consultations.** 1) Immédiatement après avoir pris la décision d'appliquer une mesure de sauvegarde définitive, mais avant que cette mesure n'entre en vigueur, le gouvernement fédéral adressera au Comité une notification indiquant les éléments de preuve de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave, la désignation précise du produit visé par l'enquête, la forme, le niveau et la durée de la mesure projetée, la date projetée pour l'application de la mesure et, le cas échéant, le calendrier projeté pour sa libéralisation progressive. Cette notification sera conforme aux prescriptions établies par le Comité à cet effet.

2) Dans les cas où le gouvernement fédéral projette d'appliquer une mesure de sauvegarde définitive, il ménagera des possibilités adéquates de consultation préalable aux Membres qui demandent l'ouverture de consultations et qui ont un intérêt substantiel en tant qu'exportateurs du produit visé par l'enquête faisant l'objet de la mesure de sauvegarde définitive, afin, entre autres choses, d'examiner les renseignements notifiés au Comité concernant la constatation de l'existence d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave et concernant la mesure projetée, d'échanger des vues au sujet de la mesure et d'arriver à un accord sur les moyens d'atteindre l'objectif énoncé au paragraphe 3).

3) Lorsqu'il appliquera une mesure de sauvegarde définitive, le gouvernement fédéral s'efforcera de maintenir un niveau de concessions et d'autres obligations substantiellement équivalent à celui qui existe en vertu de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 entre le Pakistan et les Membres exportateurs qui seraient affectés par cette mesure.

4) Aux fins du maintien d'un niveau de concessions et d'autres obligations substantiellement équivalent visé au paragraphe 3), un accord pourra intervenir avec les Membres affectés, dans le cadre des consultations visées au paragraphe 2), sur tout moyen adéquat pour compenser au plan commercial les effets défavorables de la mesure de sauvegarde définitive sur les échanges commerciaux de ces Membres.

5) Le gouvernement fédéral notifiera immédiatement au Conseil du commerce des marchandises de l'OMC, par l'intermédiaire du Comité, les résultats de toutes consultations menées en vertu du présent article, y compris, le cas échéant, toute compensation accordée.

28. **Forme et application d'une mesure de sauvegarde définitive.** 1) Une mesure de sauvegarde définitive pourra prendre la forme soit d'un droit de sauvegarde définitif perçu sur le produit visé par l'enquête, soit d'un contingent à l'importation du produit visé par l'enquête, selon ce que la Commission aura recommandé dans le rapport sur la détermination finale visé au paragraphe 5) de l'article 24.

2) Sous réserve des dispositions de l'article 29, toute mesure de sauvegarde définitive sera appliquée à la totalité des importations du produit visé par l'enquête, quelle qu'en soit la provenance, effectuées au Pakistan à la date ou après la date à laquelle la mesure entrera en vigueur.

3) Dans les cas où une mesure de sauvegarde définitive prend la forme d'un droit de sauvegarde définitif, ce droit:

- a) prendra la forme d'un droit perçu sur le produit visé par l'enquête qui ne dépasse pas le montant que la Commission juge approprié pour empêcher qu'un dommage grave

ou une menace de dommage grave ne se produise ou pour faciliter le redressement et qu'elle recommande en vertu de l'alinéa a) du paragraphe 10 de l'article 24;

- b) sera imposé en sus de tous autres droits perçus sur le produit visé par l'enquête en application de toute loi actuellement en vigueur; et
- c) sera recouvré de la même manière que les droits de douane en vertu de la Loi douanière de 1969 (IV de 1969).

4) Dans les cas où une mesure de sauvegarde définitive prend la forme d'un contingent à l'importation du produit visé par l'enquête, cette mesure sera imposée et administrée par le gouvernement fédéral conformément aux dispositions de l'article 30 et compte tenu des recommandations que la Commission aura formulées dans le rapport sur la détermination finale.

5) Dans les cas où un droit de sauvegarde définitif imposé par le gouvernement fédéral est inférieur au montant perçu à titre de droit de sauvegarde provisoire, la Commission remboursera la différence dès réception d'une demande présentée par écrit par l'importateur en question.

29. Non-application d'une mesure de sauvegarde définitive à certains pays en développement. Nonobstant toute disposition de la présente ordonnance, une mesure de sauvegarde définitive ne sera pas appliquée aux importations du produit visé par l'enquête originaires d'un pays en développement Membre tant que ces importations ne contribueront pas pour plus de 3 pour cent aux importations totales du Pakistan du produit visé par l'enquête.

Étant entendu que, si les importations en provenance des pays en développement Membres qui contribuent individuellement pour moins de 3 pour cent aux importations du Pakistan du produit visé par l'enquête, contribuent collectivement pour plus de 9 pour cent aux importations du Pakistan du produit visé par l'enquête, une mesure de sauvegarde définitive pourra être appliquée à ces importations en provenance des pays en développement Membres en question.

30. Application d'un contingent à titre de mesure de sauvegarde définitive. 1) Une mesure de sauvegarde définitive sous la forme d'un contingent à l'importation du produit visé par l'enquête ne ramènera pas les quantités importées au-dessous du niveau moyen enregistré pendant les trois dernières années représentatives pour lesquelles la Commission dispose de statistiques.

2) Nonobstant les dispositions du paragraphe 1), le gouvernement fédéral pourra, s'il est clairement démontré qu'un niveau différent est nécessaire pour empêcher ou réparer un dommage grave ou une menace de dommage grave, appliquer un contingent qui ramène les quantités importées du produit visé par l'enquête au-dessous du niveau moyen enregistré pendant les trois dernières années représentatives pour lesquelles des statistiques sont disponibles.

3) Si plus d'un pays exporte le produit visé par l'enquête vers le Pakistan, tout contingent à l'importation sera réparti entre les pays fournisseurs. Le gouvernement fédéral tentera de se mettre d'accord avec les Membres ayant un intérêt substantiel dans la fourniture du produit visé par l'enquête, au sujet de la répartition des parts du contingent total.

4) Dans les cas où le gouvernement fédéral détermine que la méthode exposée au paragraphe 3) n'est pas raisonnablement applicable pour la répartition du contingent, il répartira le contingent entre les pays ayant un intérêt substantiel dans la fourniture du produit visé par l'enquête:

Étant entendu que cette répartition par le gouvernement fédéral se fera sur la base des proportions, fournies par ces pays pendant une période représentative précédente de trois ans, de la quantité ou de la valeur totale du produit visé par l'enquête:

Étant entendu en outre que, lorsqu'il répartira le contingent entre les pays fournisseurs, le gouvernement fédéral tiendra dûment compte de tout facteur spécial qui pourrait avoir affecté ou pourrait affecter le commerce du produit visé par l'enquête.

5) Nonobstant les dispositions des paragraphes 3) et 4), dans le cas où un dommage grave a été constaté, le gouvernement fédéral pourra répartir le contingent entre les pays fournisseurs sur une base différente, à condition que des consultations avec les Membres fournisseurs aient été menées sous les auspices du Comité, et qu'il soit clairement démontré à celui-ci:

- a) que les importations en provenance de certains pays se sont accrues d'un pourcentage disproportionné par rapport à l'accroissement total des importations du produit visé par l'enquête pendant la période représentative;
- b) que les raisons pour lesquelles il est dérogé à la méthode de répartition du contingent envisagée aux paragraphes 3) et 4) sont valables; et
- c) que les conditions de cette dérogation sont équitables pour tous les fournisseurs du produit visé par l'enquête considéré.

6) Nonobstant les dispositions de l'article 34, une mesure de sauvegarde définitive sous la forme d'un contingent réparti sur l'autre base prévue au paragraphe 5) ne sera pas prorogée au-delà de la période d'application initiale.

31. **Clôture d'une enquête sans application d'une mesure de sauvegarde.** Si, à tout moment, il est mis fin à une enquête sans qu'une mesure de sauvegarde définitive soit appliquée, le gouvernement fédéral en informera immédiatement le Comité, conformément aux prescriptions établies par le Comité à cet effet.

32. **Durée d'une mesure de sauvegarde définitive.** Une mesure de sauvegarde définitive sera appliquée pendant une période ne dépassant pas quatre ans, y compris la période d'application de toute mesure provisoire, à moins qu'elle ne soit prorogée comme prévu à l'article 35:

Étant entendu que la durée totale d'une mesure de sauvegarde définitive, y compris la période d'application de toute mesure provisoire, la période d'application initiale et sa prorogation éventuelle au titre de l'article 36, ne dépassera pas dix ans.

33. **Libéralisation progressive.** Une mesure de sauvegarde définitive dont la période d'application dépasse un an sera progressivement libéralisée, à intervalles réguliers, pendant la période d'application, conformément au calendrier publié dans l'avis au public d'application d'une mesure de sauvegarde définitive visé à l'article 26.

PARTIE VII

RÉEXAMEN DES MESURES DE SAUVEGARDE DÉFINITIVES

34. **Réexamen.** 1) Si la durée d'une mesure de sauvegarde définitive, y compris la période d'application de tout droit de sauvegarde provisoire, dépasse trois ans, au plus tard au milieu de la période d'application de cette mesure, la Commission examinera la situation en procédant à un réexamen conformément aux procédures énoncées aux articles 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16 et 17, *mutatis mutandis*, y compris un réexamen des effets de la mesure de sauvegarde définitive sur la

branche de production nationale concernée et des progrès réalisés par la branche de production dans la mise en œuvre de son plan d'ajustement.

2) Les résultats du réexamen seront exposés par la Commission dans un rapport où elle recommandera également de maintenir ou de retirer la mesure de sauvegarde définitive faisant l'objet du réexamen, ou d'accélérer le rythme de sa libéralisation.

3) La Commission communiquera le rapport visé au paragraphe 2) dans les moindres délais au gouvernement fédéral pour examen.

4) Le gouvernement fédéral notifiera, au plus tard 30 jours à compter de la réception du rapport visé au paragraphe 3), sa décision de maintenir ou de retirer la mesure de sauvegarde définitive faisant l'objet du réexamen, ou d'accélérer le rythme de sa libéralisation, au moyen d'un avis au public et la teneur de cet avis sera conforme, *mutatis mutandis*, aux prescriptions relatives à l'avis au public d'application d'une mesure de sauvegarde définitive visé à l'article 26.

5) Le gouvernement fédéral notifiera les résultats du réexamen, y compris le retrait ou toute modification de la mesure de sauvegarde définitive, au Conseil du commerce des marchandises de l'OMC par l'intermédiaire du Comité, conformément aux prescriptions établies par le Comité à cet effet.

6) Tout réexamen entrepris en vertu du paragraphe 1) sera achevé par la Commission dans un délai ne dépassant pas quatre mois à compter de la date du début de ce réexamen.

PARTIE VIII

PROROGATION ET NOUVELLE APPLICATION D'UNE MESURE DE SAUVEGARDE DÉFINITIVE

35. **Prorogation d'une mesure de sauvegarde définitive.** 1) Si la branche de production nationale considère qu'il faut continuer d'appliquer une mesure de sauvegarde définitive au-delà de la période d'application initiale, elle pourra présenter par écrit à la Commission une demande de prorogation de la mesure au plus tard quatre mois avant la fin de la période d'application initiale de cette mesure.

2) Toute demande présentée à la Commission au titre du paragraphe 1) comprendra des éléments de preuve selon lesquels la branche de production nationale met en œuvre son plan d'ajustement.

3) Dès réception d'une demande présentée au titre du paragraphe 1), la Commission effectuera une enquête pour déterminer si une prorogation est justifiée.

4) Aux fins de l'enquête et de la détermination visées au paragraphe 3), les procédures énoncées dans la présente ordonnance pour l'application de la mesure de sauvegarde définitive initiale seront suivies, *mutatis mutandis*.

5) Aux fins de la prorogation d'une mesure de sauvegarde définitive, les procédures énoncées aux articles 25, 26, 27 et 28 seront suivies, *mutatis mutandis*.

6) Nonobstant toute disposition de la présente ordonnance, le gouvernement fédéral pourra, par notification au Journal officiel, proroger une mesure de sauvegarde définitive uniquement si la Commission détermine, au moyen de l'enquête visée au paragraphe 3), que la mesure continue

d'être nécessaire pour neutraliser les effets d'un dommage grave ou d'une menace de dommage grave et qu'il existe des éléments de preuve selon lesquels la branche de production nationale procède à des ajustements.

7) Le gouvernement fédéral notifiera sa décision, qu'elle soit positive ou négative, concernant la prorogation d'une mesure de sauvegarde définitive au moyen d'un avis au public de prorogation d'une mesure de sauvegarde définitive ou d'un avis au public de non-prorogation d'une mesure de sauvegarde définitive, selon le cas, et les dispositions de l'article 26 ou du paragraphe 6) de l'article 23, respectivement, s'appliqueront *mutatis mutandis*, à ces avis.

8) Sous réserve des dispositions du paragraphe 6) de l'article 30, une mesure de sauvegarde définitive pourra être prorogée pour une période ne dépassant pas six ans.

9) Une mesure de sauvegarde définitive prorogée en vertu du présent article ne sera pas plus restrictive qu'elle ne l'était à la fin de la période d'application initiale et, au cours de la période de prorogation, cette mesure continuera d'être progressivement libéralisée conformément au calendrier publié dans l'avis de prorogation d'une mesure de sauvegarde définitive visé au paragraphe 7).

10) Lorsqu'il prorogera une mesure de sauvegarde définitive, le gouvernement fédéral s'efforcera de maintenir un niveau de concessions et d'autres obligations substantiellement équivalent à celui qui existe en vertu de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 entre le Pakistan et les Membres exportateurs qui seraient affectés par cette mesure.

11) Les prescriptions concernant les notifications à adresser au Comité et au Conseil du commerce des marchandises de l'OMC énoncées aux articles 10, 21, 24, 27, 29, 30 et 31 et les prescriptions concernant les consultations avec les Membres exportateurs dont les intérêts seraient affectés par la mesure énoncées aux articles 22, 27 et 30 s'appliqueront pleinement à toute prorogation d'une mesure de sauvegarde par la Commission au titre du présent article.

36. Nouvelle application d'une mesure de sauvegarde. 1) Aucune nouvelle mesure de sauvegarde ne sera appliquée pendant une période d'au moins deux ans à l'importation d'un produit qui aura fait l'objet d'une mesure de sauvegarde définitive appliquée une première fois après le 1^{er} janvier 1995.

2) Aucune mesure de sauvegarde ne sera de nouveau appliquée à l'importation d'un produit qui aura fait l'objet d'une telle mesure, prise après le 1^{er} janvier 1995, à moins qu'une période égale à la moitié de la durée de la mesure de sauvegarde définitive antérieure appliquée à ce produit ne se soit écoulée et que la période de non-application d'une mesure de sauvegarde à ce produit ne soit d'au moins deux ans.

3) Nonobstant les dispositions des paragraphes 1) et 2), une mesure de sauvegarde d'une durée de 180 jours ou moins pourra être appliquée à l'importation d'un produit qui aura fait l'objet d'une mesure de sauvegarde antérieure:

- a) si au moins un an s'est écoulé depuis la date d'imposition de la mesure de sauvegarde antérieure visant l'importation de ce produit; et
- b) si une mesure de sauvegarde n'a pas été appliquée à l'importation du produit plus de deux fois au cours de la période de cinq ans précédant immédiatement la date à laquelle la nouvelle mesure de sauvegarde doit prendre effet.

PARTIE IX

DIVERS

37. **Inscription des droits et des redevances dans un compte personnel non annulable.** 1) La Commission créera et tiendra un compte personnel non annulable en son nom aux fins de la présente ordonnance et y inscrira tous droits et redevances recouvrés au titre de la présente ordonnance.

2) Le compte à créer en vertu du paragraphe 1) sera tenu et géré de la manière prescrite.

38. **Pouvoir d'établir des règles.** Le gouvernement fédéral pourra, par notification au Journal officiel, établir des règles aux fins de l'application de la présente ordonnance.

39. **Fonctionnaires.** Les salariés et autres personnes autorisés à exercer des fonctions ou des pouvoirs en vertu de la présente ordonnance ou de fournir des services à la Commission en qualité de consultants ou de conseillers seront réputés être des fonctionnaires au sens de l'article 22 du Code pénal de 1860 du Pakistan (Loi XLV de 1860).

40. **Divulgarion de renseignements inexacts.** Toute personne qui fournit sciemment et délibérément des renseignements faux, trompeurs ou incorrects à la Commission, que ce soit dans une demande reçue au titre de la présente ordonnance ou d'une autre façon dans le cadre d'une enquête effectuée au titre de la présente ordonnance, sera coupable d'un délit et sera passible, si elle est condamnée, d'une peine d'emprisonnement d'une durée maximale de trois ans ou d'une amende maximale de 5 millions de roupies ou des deux.

41. **Compétence à connaître des délits.** 1) Nonobstant toute disposition du Code de procédure pénale de 1898 (Loi V de 1898), aucun tribunal autre qu'une cour de session ne sera compétent pour juger toute personne accusée d'un délit en vertu de l'article 40.

2) Aucune cour de session ne sera compétente à connaître d'un délit au titre du paragraphe 1), si ce n'est sur plainte écrite déposée sur l'ordre ou avec l'autorisation de la Commission, signée par deux membres quelconques de la Commission.

42. **Protection des personnes risquant de subir un préjudice en matière d'emploi pour avoir prêté assistance à la Commission.** 1) Un employeur ne pourra:

- a) licencier un salarié ou lui porter préjudice dans son emploi du fait que ce salarié a prêté assistance à la Commission dans le cadre d'une enquête effectuée au titre de la présente ordonnance;
- b) licencier ou menacer de licenciement un salarié ou lui porter préjudice ou menacer de lui porter préjudice dans son emploi du fait que ce salarié envisage de prêter assistance à la Commission dans le cadre d'une enquête effectuée au titre de la présente ordonnance.

2) Aux fins du paragraphe 1), une personne sera considérée comme prêtant assistance à la Commission dans le cadre d'une enquête si elle:

- a) donne des renseignements, par oral ou par écrit, ou remet des documents, à la Commission dans le cadre d'une enquête effectuée au titre de la présente ordonnance;
- b) donne des éléments de preuve ou produit des documents au cours d'une enquête effectuée ou d'une audition tenue au titre de la présente ordonnance.

43. **Nomination de conseillers et de consultants.** 1) Sous réserve des dispositions du paragraphe 2), la Commission pourra employer et rémunérer des consultants et agents et des conseillers techniques, professionnels ou autres, y compris des banquiers, des économistes, des actuaires, des comptables, des juristes ou d'autres personnes, pour effectuer tout acte requis dans l'exercice de leurs pouvoirs ou de leurs fonctions ou en vue d'une meilleure application de la présente ordonnance.

2) L'emploi de conseillers et consultants extérieurs conformément au paragraphe 1) et les modalités et conditions de leur emploi seront décidés par la Commission conformément aux directives établies le cas échéant par le gouvernement fédéral en concertation périodiquement avec la Commission.

44. **Réparation.** Aucun procès, aucune poursuite ou autre procédure judiciaire ne pourront être intentés contre la Commission, son président ou tout autre membre ni contre des salariés, consultants, agents ou conseillers de la Commission pour des actes qu'ils ont commis ou entendaient commettre de bonne foi au titre de la présente ordonnance ou des règles établies en vertu de la présente ordonnance.

45. **Élimination des difficultés.** En cas de difficultés concernant l'application des dispositions de la présente ordonnance, le gouvernement fédéral pourra prendre un décret, qui ne sera pas incompatible avec les dispositions de la présente ordonnance, selon ce qui paraît nécessaire pour éliminer les difficultés:

Étant entendu que ce pouvoir ne pourra être exercé plus de deux ans après l'entrée en vigueur de la présente ordonnance.

46. **Prévalence de l'Ordonnance sur les autres lois.** Les dispositions de la présente ordonnance seront effectives nonobstant toute disposition incompatible avec elles contenue dans toute autre loi actuellement en vigueur, y compris, sans limitation, la Loi sur la Commission tarifaire nationale de 1990 (VI de 1990) et la Loi douanière de 1969 (IV de 1969).

Général
(Pervez Musharraf)
PRÉSIDENT
